

**Art. 2. § 1er.** Sans préjudice des échelles de traitement fixées à l'article 1er, le traitement du membre du personnel qui se trouve dans une des situations suivantes, est fixé à partir du 1er novembre 1991 en tenant compte des éléments suivants :

1<sup>o</sup> membre du personnel exerçant une fonction accessoire dans l'enseignement, au sens de l'article 2 de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit : l'échelle de traitement fixée est diminuée de F 41 995;

2<sup>o</sup> membre du personnel exerçant deux ou plusieurs fonctions principales à prestations incomplètes dans l'enseignement au sens du titre IV de l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture, dont la charge totale excède l'unité : la formule suivante est appliquée :

$$(ta' \times FC1 + ta' \times FC2 + \dots + ta' \times FCx) + 41\,995;$$

3<sup>o</sup> membre du personnel exerçant une fonction non vacante dans l'enseignement et rémunéré en vertu de l'article 24, § 3, de l'arrêté royal précité du 10 mars 1965 : la formule suivante est appliquée :

$$(ta' \times \frac{jp}{30}) + (41\,995 \times \frac{jp}{jc});$$

§ 2. Sans préjudice des échelles de traitement fixées à l'article 1er, la formule suivante est appliquée, à partir du 1er novembre 1991, pour la fixation de la rémunération différée, visée à l'article 7, § 1er, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 63 du 20 juillet 1982 précité, modifié par les arrêtés royaux n<sup>o</sup> 161 du 30 décembre 1982 et n<sup>o</sup> 269 du 31 décembre 1983 :

$$\left( \frac{ta' \times jp}{300} + \frac{41\,995 \times jp}{360} \times FC \right) - \left( \frac{ta \times jp}{360} \right) \times FC.$$

§ 3. Pour l'application des formules mentionnées aux §§ 1er et 2, il faut entendre par :

- ta : le traitement annuel à 100 %;
- ta' : ta - F 41 995;
- FC : fraction de charge, c'est-à-dire une fraction dont le numérateur est un nombre égal au nombre d'heures accomplies par le membre du personnel dans sa fonction et dont le dénominateur est un nombre égal au nombre minimum d'heures requises pour que cette même fonction soit une fonction à prestations complètes;
- jp : nombre de jours de prestations, c'est-à-dire le nombre de jours prestées par le membre du personnel pendant le mois concerné;
- jc : nombre de jours civils du mois, c'est-à-dire le nombre de jours civils que compte le mois pendant lequel les prestations ont été accomplies.

**Art. 3.** Le Ministre communautaire compétent pour l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 février 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre communautaire de l'Enseignement et de la Fonction publique,  
L. VAN DEN BOSSCHE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 1055

#### 16 MARS 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant fixation du statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 6, § 1<sup>er</sup>, IX et 87;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret de la Région wallonne du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi;

Vu le décret de la Communauté française du 23 décembre 1988 portant attribution des missions de formation professionnelle à un organisme créé par la Région wallonne;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 19 décembre 1988 portant attribution des missions de formation professionnelle à un organisme créé par la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu le protocole n<sup>o</sup> 72 du Comité de Secteur n<sup>o</sup> XVI, établi le 9 octobre 1992;

Vu l'accord du Ministre de la Communauté française qui a le budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup> modifiées par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le Forem n'est plus régi par aucun statut;

Considérant que cette absence de statut est un obstacle insurmontable pour le bon fonctionnement des services en ce qu'il rend impossible tout recrutement d'agents statutaires et tout octroi de fonction supérieure et toute promotion;

Considérant que cette absence de statut perturbe gravement la vie des services et porte atteinte aux droits des agents en place, mais aussi des agents mis à la retraite dont les pensions ont été réduites, en ce que les agents sont privés tant de chambre de recours que de commission de recours;

Sur la proposition du Comité de Gestion du Forem et sur la proposition du Ministre-Président chargé de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Communication, du Sport et du Tourisme et du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent, les dispositions de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel statutaire de certains organismes d'intérêt public, telles que prévues à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont applicables au personnel de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, à l'exception de l'article 8 uniquement en ce qui concerne la première nomination de Premier conseiller adjoint linguistique germanophone (rang 14) et des articles 3, § 2 et 53 à 57 dudit arrêté royal.

**Art. 2.** Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent, les dispositions de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, telles que prévues à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont applicables au personnel de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Le Ministre ayant en charge la Fonction publique et le Ministre ayant en charge la Formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 mars 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président chargé de la Culture, du Budget,  
de la Fonction publique, de la Communication, du Sport et du Tourisme,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et des Relations internationales,

M. LEBRUN

—  
VERTALING

—  
MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 1055

16 MAART 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » Forem »

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inz. op de artikelen 6, § 1, IX en 87;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inz. op artikel 11, § 1;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest d.d. 16 augustus 1988 houdende oprichting van de « Office régional de l'Emploi » (Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling);

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 23 december 1988 houdende toewijzing van de opdrachten inzake beroepsopleiding aan een instelling opgericht door het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap d.d. 19 december 1988 houdende toewijzing van de opdrachten inzake beroepsopleiding aan een instelling opgericht door het Waalse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 november 1991 tot vaststelling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de Rijksambtenaren, toepasselijk op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op protocol nr. 72 van Sectorcomité XVI, opgemaakt op 9 oktober 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 februari 1973, inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten d.d. 9 augustus 1990, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat geen enkel statuut meer van toepassing is op Forem;

Overwegende dat dit gebrek aan statuut een onoverkomelijke hinderpaal is voor de goede werking van de diensten doordat het elke werving van statutaire personeelsleden, elke toekenning van hogere functies en elke bevordering onmogelijk maakt;

Overwegende dat dit gebrek aan statuut de werking van de diensten ernstig verstoort en dat het inbreuk maakt op de rechten van de personeelsleden maar ook op die van de oprustgestelde personeelsleden wier pensioenen verminderd werden, doordat de personeelsleden verstoken zijn van een raad van beroep en van een commissie van beroep;

Op de voordracht van het Bestuurscomité van Forem en op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Communicatie, Sport en Toerisme en van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

**Artikel 1.** Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit d.d. 22 november 1991 tot vaststelling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de Rijksambtenaren, toepasselijk op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, zijn de bepalingen van het koninklijk besluit d.d. 8 februari 1973 houdende het statuut van het vastbenoemde personeel van sommige instellingen van openbaar nut die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit gelden, toepasselijk op het personeel van « Forem », behalve artikel 8 uitsluitend voor de eerste benoeming tot eerste adviseur, Duitstalig taaladjunct, en de artikelen 3, § 2 en 53 t/m 57 van voormeld koninklijk besluit.

**Art. 2.** Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit d.d. 22 november 1991 tot vaststelling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de Rijksambtenaren, toepasselijk op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, zijn de bepalingen van het koninklijk besluit d.d. 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het vastbenoemde personeel van sommige instellingen van openbaar nut, die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit gelden, toepasselijk op het personeel van « Forem ».

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** De Ministers, resp. bevoegd voor ambtenarenzaken en voor beroepsopleiding, zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 maart 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:

De Minister-Voorzitter, belast met Cultuur, Begroting,  
Ambtenarenzaken, Communicatie, Sport en Toerisme,

B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek  
en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

26 MARS 1993. — Arrêté ministériel portant nomination de membres du Conseil national d'Accréditation et de Certification

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais, notamment l'article 2, § 1;

Vu l'arrêté royal du 24 janvier 1991 portant création du Conseil national d'Accréditation et de Certification, notamment les articles 2 et 3;

Vu l'arrêté ministériel du 18 juin 1991 portant nomination des membres du Conseil national d'Accréditation et de Certification,

Arrête :

**Article 1er.** Sont nommés membres effectifs du Conseil national d'Accréditation et de Certification :

— en qualité de représentants de chaque ministère habilité à agréer des laboratoires, des organismes de contrôle et des organismes de certification en vertu de lois, arrêtés ou ordonnances :

sur présentation de l'Exécutif flamand :

M. A. Maes et

M. J. Geets;

sur présentation du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique :

Mlle I. Magotte;

— en qualité de représentants des organisations industrielles les plus représentatives :

Mme H. Van Gerwen en remplacement de Mme V. Vijverman;

Mlle S. Groeninck en remplacement de M. Van Haeverbeke;

— en qualité de représentants des organisations de consommateurs :

M. P. Van Cappellen en remplacement de Mme C. Dannau;

Mme V. Vervaeke en remplacement de Mme L. Lambersy;

M. H. Fonck en remplacement de M. M. De Greef.

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

26 MAART 1993. — Ministerieel besluit houdende benoeming van leden van de Nationale Raad voor Accreditatie en Certificatie

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria, inzonderheid op artikel 2, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 januari 1991 houdende oprichting van de Nationale Raad voor Accreditatie en Certificatie, inzonderheid op artikelen 2 en 3;

Gelet op het Ministerieel besluit van 18 juni 1991 houdende benoeming van de leden van de Nationale Raad voor Accreditatie en Certificatie,

Besluit :

**Artikel 1.** Worden benoemd tot effectieve leden van de Nationale Raad voor Accreditatie en Certificatie :

— als vertegenwoordigers van ieder ministerie dat gemachtigd is laboratoria, keuringsinstellingen en certificatie-instellingen te erkennen krachtens wetten, besluiten, decreten of ordonnances :

op voordracht van de Vlaamse Executieve :

de heer A. Maes en

de heer J. Geets;

op voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt :

Mej. I. Magotte;

— als vertegenwoordigers van de meest representatieve industriële organisaties :

Mevr. H. Van Gerwen opvolger van Mevr. V. Vijverman;

Mej. S. Groeninck opvolger van de heer M. Van Haeverbeke;

— als vertegenwoordigers van de verbruikersorganisaties :

de heer P. Van Cappellen opvolger van Mevr. C. Dannau;

Mevr. V. Vervaeke opvolger van Mevr. L. Lambersy;

de heer H. Fonck opvolger van de heer M. De Greef.